Discours prononcé par Fidel Castro Ruz aux funérailles solennelles des victimes su sabotage du cargo La Coubre, au cimetière de Colon, La Havane, 5 mars 1960 **[1]**

Date:

05/03/1960

Compagnons et compagnes,

Il y a des instants très importants dans la vie des peuples, des minutes extraordinaires, et cette minute tragique et amère que nous vivons aujourd'hui en est une.

Et la première chose à faire, pour prouver que la passion ne nous aveugle pas, pour qu'on voie clairement que notre peuple est capable de regarder en face, courageusement, qu'il sait faire des analyses sereines, qu'il ne recourt pas aux mensonges, aux prétextes, qu'il ne se fonde pas sur des suppositions absurdes, mais sur des vérités évidentes, la première chose à faire, donc, c'est analyser les faits.

Hier après-midi, alors que nous étions tous en train de travailler – les ouvriers, les employés de l'État, les fonctionnaires du gouvernement, les membres des Forces armées révolutionnaires, les étudiants – autrement dit alors que nous étions en train de faire ce qu'un peuple peut faire de plus honnête, travailler pour accomplir les grandes tâches qui nous attendent, une explosion gigantesque a secoué notre capitale.

Comme il existe un instinct qui permet parfois d'aller jusqu'aux racines des problèmes, nous avons senti aussitôt que quelque chose de grave était arrivé dans une centrale électrique ou à la caserne San Ambrosio ou sur un navire chargé de munitions et d'explosifs qui était arrivé tôt dans la matinée. En tout cas, dans une espèce de prémonition, nous imaginions que quelque chose de grave était arrivé, que cette explosion, où qu'elle ait eu lieu, devait avoir eu des conséquences désastreuses et causé de nombreuses victimes, comme c'est arrivé, malheureusement.

Le reste, ces minutes de douleur et d'angoisse profondes – mais pas de peur – dans la ville, tout le monde le connaît parfaitement. D'abord, la réaction du peuple. Le peuple n'a pas été terrifié par l'explosion, le peuple s'est dirigé là où elle avait eu lieu, le peuple s'est armé, non de peur, mais de courage, et, même s'il ne savait pas ce qu'il s'était passé, il y est allé, tout comme l'ont fait les ouvriers, les miliciens, les soldats et les autres membres de la force publique pour prêter tous les secours qu'ils pouvaient.

Le spectacle ne pouvait être plus tragique : le navire à quai, alors qu'on était en train de le décharger, avait explosé, le souffle ayant emporté quasiment la moitié de la coque et tuant les ouvriers et les soldats qui faisaient cette opération.

À quoi se devait cette explosion ?, se demanderont bien des gens. Un accident ? Quand on ne s'y connaît pas en explosifs, on peut penser en effet à un accident. On sait que les explosifs explosent, et on peut penser qu'ils le font facilement. Et pourtant c'est faux. En fait, les explosifs n'explosent pas facilement : pour qu'ils le fassent, il faut les faire exploser.

De quoi s'agissait-il donc ? L'autre réponse est donc : il peut s'agir d'un sabotage. Un sabotage, soit, mais comment ? Et où ? Est-ce que vous pouvez faire un sabotage en présence d'un tas de gens? Est-ce que vous pouvez faire un sabotage en présence de soldats rebelles et de dockers, au beau milieu de la matinée ? Et si c'était un sabotage, comment a-t-on pu le faire ? Et, tout d'abord, pourquoi un sabotage, et pas un accident ?

Ce navire, qu'est-ce qu'il apportait ? Des balles, et aussi des grenades de fusil FAL antichars et antipersonnes. Les balles étaient déjà sur le quai, il n'en restait plus à bord. Elles étaient dans les soutes de la proue, tout au fond, et les dockers les avaient débarquées. Il restait un compartiment supérieur, une chambre froide qui avait été convertie en compartiment et où se trouvaient les grenades à fusil. L'explosion a lieu, non quand on déchargeait les balles, mais quand on déchargeait les trente tonnes de caisses de grenades.

Si aucun incendie qui aurait pu provoquer l'explosion n'a eu lieu à bord de ce navire, est-ce qu'elle aurait pu se produire, par exemple, à cause de la chute d'une caisse ? Tout d'abord, il n'est guère probable que ça soit arrivé, parce que les ouvriers savaient ce qu'ils manipulaient et que ce n'était pas la première fois qu'ils le faisaient. Pendant de nombreuses années, ils ont déchargé dans le port de La Havane des explosifs et des munitions, et jamais, si j'ai bonne mémoire, il n'y a eu d'explosion. Les ouvriers, donc, manipulaient ce genre de cargaisons depuis des années, ils savaient comment le faire, ils prenaient des précautions, ils tendaient un filet pour éviter même la possibilité qu'une caisse tombe, et ils en prenaient d'autant plus qu'ils savaient que c'étaient des munitions pour défendre la Révolution. Non, ce n'était pas la première fois qu'ils le faisaient, et ils l'avaient même fait d'autres fois gratuitement, bénévolement, sans toucher un centime, comme contribution à la défense de notre pays.

Bref, ces ouvriers savaient ce qu'ils manipulaient. Il n'est guère probable qu'une caisse soit tombée, mais, à supposer que cette lointaine possibilité soit arrivée, est-ce qu'une caisse de grenades éclate quand elle tombe, est-ce qu'une caisse de grenades éclate à cause d'une chute ? À plus forte raison quand elle provient d'une des meilleures usines au monde, qui fabrique des armes et des munitions qu'il faut manier au combat et qui doivent donc offrir la plus grande sécurité possible. Il est pratiquement impossible que ces grenades puissent éclater quand vous les transportez ou quand vous les manipulez, ou quand vous allez tirer. D'après mon expérience de la guerre, il se peut se passer tout au plus que vous lanciez la grenade et qu'elle n'éclate pas, mais je n'ai jamais entendu dire qu'elle éclate dans le canon du fusil, car elle est projetée avec une grande force par le détonateur, déjà dégoupillée, et pourtant elle n'éclate pas. Ce qui peut arriver tout au plus, c'est qu'à cause d'une déficience, elle n'éclate pas en touchant la cible. En tout cas, que je sache, aucune grenade n'éclate directement à même le canon du fusil.

Alors, est-il possible que les grenades éclatent si la caisse qui les contient tombe par terre ? Est-ce que les grenades voyagent sans goupille ? Est-ce que les grenades ne sont pas arrimées dans les caisses ? Est-ce que ces produits sont transportés sans la moindre sécurité pour celui qui les manipule, pour celui qui les charge et les décharge ? Calculez un peu combien de manipulations depuis l'usine jusqu'à la poudrière ! Est-ce qu'il est logique, à supposer que l'improbable puisse arriver, autrement dit la chute d'une caisse, que les grenades éclatent ? Autrement dit, une explosion accidentelle ? Je peux vous assurer que c'est totalement impossible !

Mais, pour ne pas en rester à des appréciations théoriques, nous avons demandé de faire les essais pertinents. Ce matin, nous avons ordonné à des officiers de l'armée de prendre deux caisses de grenades des deux types différents, de les monter à bord d'un avion et de les larguer d'une hauteur de cent trente mètres et de deux cents mètres respectivement. Eh ! bien, voilà les grenades (il les montre au public) qui ont été lancées dans des caisses de cent kilos, d'une hauteur de cent trente et de deux cents mètres, des grenades identiques à celles qui étaient sur ce navire.

Est-il sensé de supposer qu'elles puissent éclater en tombant de deux mètres cinquante, avec toutes les conditions de sécurité dont elles sont entourées, elles-mêmes et les caisses qui les contiennent et qui se cabossent à peine, alors que rien n'arrive quand elles sont larguées de cent trente et de deux cents

mètres de hauteur, sans parler de la vitesse de l'avion ? Tenez, les caisses se sont enfoncées de plusieurs dizaines de centimètres dans le sol en tombant de l'avion, les caisses de bois se sont brisées, et pourtant aucune des cinquante grenades n'a éclaté ! Je suis sûr que vous pouvez répéter ce test une centaine ou un millier de fois, et les grenades n'éclatent pas ! Parce que, pour que les explosifs éclatent, il faut les faire éclater. Durant la guerre, les bombes tombaient et bien souvent n'explosaient pas, et nous nous en servions pour récupérer l'explosif qu'elles contenaient et pour fabriquer des mines. Et, que je sache, aucune de ces armes n'a éclaté par accident : il fallait les faire éclater. Donc, impossible que ce soit un accident. Impossible ! Il a fallu que ce soit délibéré. Mais il fallait écarter d'abord la moindre possibilité d'accident pour accepter la seule explication possible : une explosion délibérée.

Une explosion délibérée, oui, mais comment ? Est-ce que vous pouvez faire un sabotage, comme je viens de le dire, en présence de soldats rebelles, des vétérans, qui assistaient à la manipulation ? Est-ce que vous pouvez faire un sabotage en présence des ouvriers qui travaillaient sur place ? Si on prend toutes les précautions quand on fait ce genre d'opération, comment supposer qu'en plein jour et devant des ouvriers et des soldats, quelqu'un fasse un sabotage ? Ce quelqu'un, en premier lieu, devrait être un ouvrier, et c'est absolument illogique de supposer qu'un ouvrier fasse un sabotage : les ouvriers, que personne n'en doute, défendent notre Révolution ardemment et résolument.

Mais, là encore, pour ne pas en rester à des appréciations théoriques, analysons les possibilités d'un sabotage. Tout d'abord, les ouvriers sont fouillés pour éviter qu'ils aient sur eux des allumettes ou des briquets, pour éviter qu'ils commettent une imprudence. Ils ne sont pas seulement fouillés : un délégué les observe au travail. Donc, ils ne sont pas simplement fouillés, ils sont observés par des soldats, par leurs propres délégués et par leurs propres compagnons. Un sabotage est donc virtuellement impossible dans ces conditions-là.

De plus, ces dockers sont très connus de leurs compagnons ; ils ne sont pas nombreux, entre douze et dix-huit, ceux qui peuvent travailler là. Donc, un très petit nombre, et des gens connus.

Je dois ajouter une circonstance encore plus importante : ces dockers ne savaient pas qu'ils allaient travailler sur ce bateau. Le bateau est arrivé dans la matinée ; la première équipe a travaillé de onze heures à treize heures, pas dans le compartiment des grenades, mais dans celui, tout en bas, des balles. Quand elle est arrivée au port, on leur a assigné le bateau correspondant, elle ne savait pas lequel, parce qu'il y a plus d'un millier de dockers dans le port qui peuvent travailler sur un bateau ou sur un autre.

La seconde équipe est arrivée à midi et demi pour commencer à travailler à une heure. Elle non plus, choisie entre ce millier de dockers, ne savait pas qu'elle allait décharger des explosifs. Autrement dit, on ne peut pas parler de préméditation, d'un plan préparé d'avance dans ces conditions si difficiles. Ce quelqu'un en question aurait dû être un devin pour savoir, qu'entre un millier de dockers, il allait être choisi pour débarquer des explosifs ; il aurait dû avoir tout préparé d'avance, il aurait dû échapper à la fouille, il aurait dû échapper à la surveillance des soldats, il aurait dû échapper à la surveillance du délégué pour, malgré tous ces empêchements, préparer et faire un sabotage. C'est impossible dans ces conditions-là. Car il faudrait alors soupçonner le petit groupe de travailleurs révolutionnaires qui est intervenu pendant quelques minutes pour décharger ces armes qui sont arrivées pour défendre leurs intérêts et leurs droits. Mais il ne s'agit pas seulement de convictions morales : nous avons fait une analyse soigneuse, nous avons mené une investigation minutieuse, nous avons interrogé tous les ouvriers et tous les dockers qui ont participé au déchargement, et nous avons abouti à la conclusion que le sabotage n'a absolument pas pu se faire à Cuba. Les explosifs ont explosé à Cuba, oui, mais le mécanisme qui les a fait exploser n'a pas été installé à Cuba, le mécanisme qui a fait exploser le bateau n'a pu être installé en aucun cas à Cuba.

Mais il fallait analyser d'autres possibilités. Que ce soit l'équipage même du navire. Très difficile, très improbable. Nous avons interrogé les hommes d'équipage un par un, et surtout encore plus à fond ceux qui avaient à voir avec les soutes, avec le chargement, avec les clefs. Tout d'abord, ceux qui avaient les

clefs et qui ont ouvert les soutes pour commencer le déchargement ont péri dans l'explosion ; les officiers aussi étaient à bord au moment de l'explosion. On a du mal à imaginer que quelqu'un croie possible de faire exploser trente tonnes d'explosifs sur un bateau et d'en sortir indemne. Une grande partie de l'équipage a réchappé, mais ça ne veut pas dire que quelqu'un puisse supposer sortir sain et sauf de l'explosion de trente tonnes d'explosifs sur un navire !

Des trente-six hommes d'équipage, il n'y avait que quatre absents : trois serveurs, qui avaient terminé leur travail, et un graisseur qui n'était pas de service. Autrement dit, seulement quatre absents pour des raisons absolument logiques ; les autres étaient à bord, plus deux passagers. Il est donc improbable que le sabotage ait été commis par un membre d'équipage.

Plus nous enquêtions sur ce sabotage, plus nous arrivions à la conclusion qu'il avait été préparé plus loin, qu'il n'avait absolument pas pu être préparé à Cuba, qu'il était très improbable que le saboteur ait été un membre d'équipage, et les possibilités augmentaient par conséquent à mesure que l'enquête avançait et que nous analysions le chargement du navire.

Ici, nous avons tout surveillé de très près, parce que ces armes intéressaient nos soldats et nos ouvriers ; ici, nous connaissons nos ennemis ; ici, nous avons tout fait soigneusement. Mais, à des milliers de kilomètres d'ici, dans des pays qui ignorent nos problèmes, dans des pays qui ne sont pas menacés par des sabotages ni par des explosions, qui ne sont pas en proie à des agitations révolutionnaires ou à des efforts de la contre-révolution, dans un pays comme la Belgique, d'où le bateau a appareillé, peut-être n'est-ce pas aussi difficile qu'ici où nous sommes constamment en état d'alerte pour éviter n'importe quel sabotage !

En interrogeant l'officier responsable de la cargaison à bord, nous avons appris que le chargement s'était fait sous ses yeux et, en son absence, sous les yeux d'un autre membre d'équipage dont il n'a pas pu préciser l'identité.

Dans ces conditions d'embarquement, il était bien plus facile et viable bien entendu d'introduire un détonateur qui fasse exploser ces explosifs. C'est pour ça que nous avons conclu qu'il fallait chercher l'auteur de ce sabotage non à Cuba, mais à l'étranger, là où les conditions étaient plus propices pour préparer une action de ce genre. Il existe d'ailleurs un fait prouvé, indiscutable : c'est quand les dockers avaient déjà déchargé plus d'une vingtaine de caisses que l'explosion s'est produite. C'est en en déplaçant une que l'explosion a eu lieu, et cette explosion ne pouvait pas être accidentelle, elle était délibérée. Le déplacement d'une des caisses a provoqué le fonctionnement d'un détonateur qui a déclenché l'explosion.

Nous savons tous, avec plus ou moins de détails, qu'il existe un tas de procédés pour tendre ce genre de pièges à l'explosif, qui sont très utilisés dans la guerre, qui provoquent une explosion quand vous déplacez une casquette ou quand vous remuez un crayon ou quand vous poussez une chaise. Un spécialiste n'a aucun mal à placer un de ces mécanismes entre deux caisses, sous une d'elles, si bien que quand vous la déplacez l'explosion se produit.

Comment les caisses étaient-elles placées à bord ? Elles étaient placées en rangs compacts, elles ne pouvaient pas bouger, elles étaient arrimées les unes contre les autres dans les soutes ou dans la chambre froide, et n'avaient donc pas d'espace pour bouger. C'est un système de sabotage dont on était sûr qu'il ne pourrait pas fonctionner avant le déchargement, et c'est bien ça qui est arrivé : on a commencé à décharger les caisses ; quand on est arrivé en gros à la trentième, l'explosion s'est produit, et elle n'était pas accidentelle, comme je l'ai prouvé, elle a été délibérée. On a ôté les premières caisses du haut, celles des premiers rangs, mais le dispositif a dû être placé en dessous pour qu'on ne puisse pas le voir ; il se trouvait en dessous, sous la deuxième ou troisième rangée de caisses, et c'est déplaçant une des caisses d'en-dessous que l'explosion s'est produite.

Voilà la conclusion à laquelle nous avons abouti. Elle ne vient pas d'un caprice ni de la passion ; elle part de l'analyse, elle part des preuves, elle part des évidences, elle part de l'investigation que nous avons

menée, et même des expérimentations que nous avons faites pour tirer la conclusion qu'il s'agissait d'un sabotage, et non d'un accident. J'en suis sûr, que personne n'en doute. Comment pourrait-il en être autrement ?

On transporte tous les ans des millions de tonnes d'explosifs dans le monde, et pourtant, que je sache, les bateaux n'explosent pas. Dans notre pays, on a transporté et manipulé des explosifs pendant de nombreuses années, et je n'ai jamais entendu parler d'une explosion de ce genre. Rappelons-nous le Maine1, dont on n'a pas encore pu déchiffrer parfaitement les mystères, et qui a été la cause d'une guerre. Parce que la nation à laquelle appartenait ce bâtiment, bien qu'elle n'ait pu faire sur place aucune enquête, bien qu'elle n'ait pas pu faire ce que nous avons fait, nous, aussitôt, autrement dit tous les interrogatoires, parler avec les dockers, parler avec l'équipage, parler avec tout le monde, bien qu'elle n'ait pu mener aucune investigation, cette nation, donc, est pourtant arrivé à la conclusion que l'explosion se devait à une mine extérieure et elle a déclaré la guerre à l'Espagne. Oui, les États-Unis ont tiré la conclusion que ç'avait été un acte des partisans de l'Espagne par hostilité contre eux, et sans plus de preuves, sans plus d'arguments, juste par une simple supposition, ils ont pris une décision capitale : déclarer la guerre à l'Espagne.

Nous, nous n'avons pas eu à tant nous creuser les méninges, nous n'avons pas eu à tirer des conclusions si peu fondées, parce qu'il semble illogique que l'Espagne, dans la situation difficile dans laquelle elle se trouvait et durant cette guerre dure, ait décidé de faire sauter en l'air un cuirassé étasunien ! Non, ça ne paraît pas logique. En revanche, nous, oui, nous avons des raisons largement plus que fondées de croire qu'il s'agit d'un sabotage, compte tenu des forces internationales qui encouragent les ennemis de notre peuple et de notre Révolution ; nous, oui, nous avons des raisons de penser que des intérêts s'efforçaient de nous empêcher de recevoir les armes ; nous, oui, nous avons des raisons de supposer, ou plutôt de penser que ceux qui ont stimulé ce sabotage ne pouvaient être que ceux qui désiraient que nous ne recevions pas ces armes. Car à qui faut-il penser comme auteurs d'un acte pareil sinon à ceux qui désiraient que nous ne recevions pas ces explosifs ? Et je dois parler de ce point.

Ceux qui désiraient que nous ne recevions pas ces explosifs, ce sont les ennemis de notre Révolution, ceux qui ne veulent pas que notre patrie puisse se défendre, ceux qui ne veulent pas que notre pays soit en condition de défendre sa souveraineté.

Nous savons les efforts qu'ils ont faits pour que nous ne puissions pas acheter ces armes. Et parmi ceux qui ne voulaient pas que nous recevions ces armes, il y avait les fonctionnaires du gouvernement étasunien. Et nous pouvons l'affirmer sans que ce soit un secret ; en tout cas, si c'en est un, alors c'est un secret de Polichinelle ! Ce n'est pas nous qui le disons. Le gouvernement anglais a déclaré que le gouvernement étasunien cherchait à ce que nous ne puissions pas acheter des avions en Angleterre ; les autorités étasuniennes elles-mêmes, leurs porte-parole ont parlé de leurs efforts pour que ce pays ne nous vende pas d'armes. Et nous, nous avons dû aller contre ces pressions, lutter contre ces obstacles.

Ainsi donc, un pays, un gouvernement utilise sa puissante influence internationale dans les milieux diplomatiques pour empêcher un petit pays de s'armer, alors que son peuple doit défendre son territoire de ses ennemis, qu'il doit se défendre des criminels qui veulent revenir ou des colonisateurs qui veulent le maintenir dans l'esclavage et la faim. Pour pouvoir acquérir des armes, nous devons lutter contre les pressions d'un gouvernement influent et puissant.

Nous étions parvenus à ce qu'un gouvernement et une usine d'armes en Europe, faisant preuve d'indépendance et de fermeté, et s'opposant à ces pressions, nous vendent des armes ; l'usine d'armes belge et le gouvernement de ce pays avaient donc résisté aux pressions. En effet, à plusieurs reprises, le consul des États-Unis en Belgique et un attaché militaire de cette ambassade s'étaient adressés à l'usine et au ministère des Affaires étrangères belges pour qu'ils ne nous vendent pas d'armes.

Autrement dit, un fonctionnaire du gouvernement étasunien a fait des efforts réitérés pour éviter que

notre pays achète ces armes, et ce gouvernement ne peut pas le nier. Ce sont eux qui ne voulaient pas que nous achetions des armes, et c'est donc là qu'il faut chercher les coupables. Car nous avons le droit de penser que s'ils n'y sont pas arrivés par la voie diplomatique, ils ont pu le tenter par d'autres moyens.

Je n'affirme pas qu'ils l'aient fait comme ça, parce que nous n'avons pas de preuves absolues et que, si nous en avions, nous les présenterions à notre peuple et au monde. Ce que je dis, c'est que nous avons le droit de penser que ceux qui n'avaient pas atteint leurs objectifs par un moyen donné ont pu le tenter par un autre. Nous avons le droit de penser que c'est parmi les gens intéressés qu'il faut chercher les criminels, ceux qui ont causé tant de pertes de vies humaines hier !

Tout d'abord, de quel droit un gouvernement s'ingère-t-il dans les efforts qu'en fait un autre pour défendre sa souveraineté ? De quel droit un gouvernement s'arroge-t-il la tutelle de n'importe quelle partie du monde ? De quel droit un gouvernement interdit-il aux Cubains d'acheter les armes que n'importe quel peuple achète pour défendre sa souveraineté et son intégrité ? Est-ce que nous interdisons, nous, à un peuple de s'armer ? De quels achats d'armes nous mêlons-nous, nous ? Quel obstacle mettons-nous à un peuple qui veut s'armer ? Comment se peut-il qu'un gouvernement qui vit en paix, dont le peuple vit en paix avec un autre peuple, avec lequel il maintient des relations diplomatiques et amicales – du moins devraient-elles l'être – s'arroge le droit de s'immiscer dans des achats d'armes pour empêcher un peuple de le faire ? À plus forte raison si le pays au nom duquel agit ce gouvernement achète sur notre propre territoire des matériaux stratégiques dont il a besoin pour sa défense sans que nous nous ingérions, nous, dans ces achats, sans que nous nous ingérions dans ses efforts de défense, sans que nous nous mêlions de ses affaires2 !

Pourquoi ne veut-il pas que nous achetions des moyens de nous défendre ? Pourquoi cet intérêt que nous n'achetions pas des moyens pour nous défendre ? Prétend-il par hasard que notre peuple retombe sous les bottes des gangs de criminels dont il a été victime pendant sept ans ? Est-ce qu'il travaille au retour des grands criminels ? Ou, pis encore, prétend-il intervenir lui-même sur notre sol ? Il ne veut pas que notre peuple possède des moyens de défense, alors que notre pays ne peut constituer aucun danger pour ce pays-là, qu'il n'est pas et qu'il ne pourra jamais être un danger militaire pour aucun pays, qu'il ne pourra jamais développer un potentiel offensif contre aucun autre peuple. La force de notre Révolution par le monde ne relève pas du domaine militaire, mais de son énorme force morale, de son énorme exemple pour les peuples frères, pour nos frères de race soumis à l'esclavage et exploités dans toute l'Amérique hispanique. Notre force ne reposera jamais sur la puissance militaire ; nous sommes forts militairement parlant pour nous défendre, mais nous ne le sommes pas et nous ne voulons pas l'être pour attaquer qui que ce soit, parce que nous n'aspirons pas et que nous n'aspirerons jamais à soumettre qui que ce soit, à asservir qui que ce soit. Nous sommes forts, c'est vrai, pour nous défendre, parce que défendre sa terre, ça c'est autre chose : c'est un droit, et un de ces droits que les peuples savent défendre contre n'importe quel pouvoir et contre n'importe quelle force.

Nous ne serons jamais forts pour agresser qui que ce soit, non seulement parce que nous n'aurions pas numériquement assez d'armes, assez d'hommes, assez de ressources, mais aussi parce que nous n'aurions jamais le droit d'attaquer qui que ce soit. D'ailleurs, même si nous avions des ressources et des armes, nous ne les utiliserions jamais parce que nous n'en aurions pas le droit. En revanche, nous nous sentons forts pour nous défendre, nous sommes sûrs d'être forts pour nous défendre parce qu'alors nous défendrions un droit et que nous saurions comment le faire.

Alors, pourquoi ne veut-on pas que nous ayons les moyens nécessaires ? Tout simplement parce qu'on ne veut pas que nous puissions nous défendre, parce qu'on nous veut sans défense. Et pourquoi veut-on que nous soyons sans défense ? Pour nous faire plier, pour nous soumettre, pour que nous ne résistions pas aux pressions, pour que nous ne résistions pas aux agressions. Peuvent-elles avoir le droit d'entraver nos efforts pour acheter des moyens de défense, les autorités d'un pays qui n'0nt pas pu empêcher que leur territoire soit utilisé systématiquement pour nous bombarder ?

Il se peut que, demain, les journaux de ce pays disent que j'ai insulté le peuple étasunien pour avoir

analyser ces vérités et ces raisons. Alors, je précise que je n'insulte pas le peuple étasunien, que je ne l'ai jamais insulté. Le hic, c'est que les vérités, ils les taxent d'insultes, tout simplement pour présenter notre peuple comme un ennemi du peuple étasunien. Les raisons que nous démontrons aux dirigeants qui sont les responsables de la politique de ce pays n'impliquent aucune insulte à leur peuple : j'estime au contraire que ceux qui font du tort au peuple étasunien, ce sont ceux qui commettent des erreurs pareilles ; que ceux qui offensent le peuple étasunien, ce sont ceux qui commettent des erreurs pareilles. Raisonner, appeler les choses par leur nom, éclairer ces vérités au peuple, ils le taxent d'insultes, parce qu'ils veulent créer des difficultés entre nos peuples. Eh ! bien, ici, il n'y a pas de difficultés entre nos peuples : Cuba n'aura jamais de difficultés avec aucun peuple du monde !

Les peuples sont bons, et vous ne pouvez pas les juger à travers leurs dirigeants. Il n'aurait pas été juste de juger les Cubains, ce peuple magnifique, à travers les dirigeants que la Révolution a renversés. Les peuples ne sont pas fautifs.

Mais on dirait qu'on ne peut même pas insinuer des vérités sur ce continent où nous, les Cubains, nous avons appris à dire la vérité sans craindre personne. Eh ! bien, les voilà les vérités : des avions pilotés par des mercenaires criminels ennemis de notre peuple décollent des États-Unis dont le gouvernement, si soucieux que nous n'achetions pas d'armes, n'est pas capable d'empêcher ces vols !

Notre peuple a remporté la victoire au bout de sept ans de lutte cruelle et de sacrifices immenses. À cette époque-là, n'importe quel citoyen pouvait être torturé, n'importe quel citoyen pouvait être assassiné dans les rues des villes ou dans les campagnes, la tyrannie la plus atroce régnait dans notre patrie, n'empêche que des bateaux chargés de bombes arrivaient dans notre pays, des bateaux chargés d'explosifs qui n'explosaient jamais dans le port de La Havane ! Nous, nous n'assassinons personne, nous ne torturons personne, nous ne tabassons aucun être humain ; nous, nous avons établi dans notre patrie le règne du respect de la dignité humaine, de la sensibilité humaine, et notre Gouvernement révolutionnaire s'est justement caractérisé par ce climat de sécurité que connaît le citoyen, par cette sensation de tranquillité, de sécurité et de respect qu'éprouve le citoyen ; nous ne torturons pas, nous n'assassinons pas, et pourtant les armes qui arrivent ici pour défendre ce régime explosent en arrivant au port ! En revanche, les tortionnaires de notre peuple, les bourreaux de notre peuple, ceux qui ont ôté la vie à vingt mille compatriotes, ceux qui assassinaient des étudiants, des paysans, des ouvriers, ceux qui assassinaient des hommes et des enfants, ceux qui assassinaient les membres des professions libérales, ceux qui assassinaient n'importe quel citoyen, ceux-là recevaient directement des armes et du matériel qui n'explosaient pas…

Quand il s'agit d'un régime révolutionnaire juste, d'un régime révolutionnaire humain, d'un régime qui s'est tant efforcé de défendre les intérêts de notre peuple victime et exploité – exploité par les monopoles, exploités par les latifundiaires, exploité par les privilégiés – d'un régime qui a délivré le peuple de toutes ces injustices, d'un régime de la majorité du pays, d'un régime humain, ils le combattent ! Le régime criminel et inhumain, le régime des monopoles et des privilèges, ils l'aidaient ! Quelle drôle de démocratie qui aide les criminels et aide les exploiteurs ! La démocratie, c'est celle d'ici, où l'homme vaut et vaudra toujours plus que l'argent ! Pour de l'argent, nous ne verserons jamais une goutte de sang humain ; pour de l'argent, pour des intérêts égoïstes, nous ne sacrifierons jamais une goutte de sang humain.

Et ce ne sont pas des faits isolés. Qui pourrait s'étonner qu'un navire explose dans le port quand des ouvriers travaillent ? Qui pourrait s'étonner d'un sabotage qui coûte du sang de travailleurs ? Qui pourrait s'en étonner quand voilà à peine un mois, et peut-être même moins, un avion étasunien, provenant du territoire étasunien et piloté par un Étasunien a tenté de larguer une bombe étasunienne sur un centre de travail où il y avait plus de deux cents ouvriers3 ? J'ai dit à cette occasion : « Quelle douleur n'aurait pas souffert notre peuple et quelle tragédie n'aurait-il pas vécue si, au lieu de ces deux cadavres de mercenaires, nous avions dû enterrer des dizaines d'ouvriers ? » Et comme si mes paroles avaient été prémonitoires, nous avons dû venir aujourd'hui en foule enterrer plusieurs dizaines d'ouvriers et de soldats rebelles !

Comment s'étonner que les criminels auteurs de ce sabotage ne se soient pas préoccupés des victimes qu'ils allaient laisser, des gens qu'ils allaient assassiner ? Comment s'en étonner, si, voilà même pas un mois, ils allaient larguer une bombe de cinquante kilos sur une usine en plein fonctionnement, au milieu de plus de deux cents travailleurs ? Comment s'en étonner si, quand ce fait est arrivé, je me suis adressé au peuple sereinement, preuves en main, je lui ai expliqué ce qu'il s'était passé, j'ai montré les preuves, et je leur ai même dit à eux d'envoyer des techniciens pour qu'ils voient que tout ce que j'avais dit était rigoureusement vrai ? Comment s'en étonner si un mois s'est écoulé et ils n'ont encore arrêté personne aux États-Unis, ils n'ont expulsé aucun criminel de guerre des États-Unis, ils n'ont découvert aucun coupable, ils n'ont interpellé personne ? Bien mieux, quelques jours après d'autres avions sont arrivés, et même pas une semaine après, ils bombardaient la localité où vit le Premier ministre du Gouvernement révolutionnaire4 ?

Comment s'étonner qu'ils fassent exploser un navire avec des ouvriers à bord alors qu'ils allaient larguer une bombe sur une sucrerie et que peu leur importait de bombarder une zone où il y avait des enfants avec des bombes de cinquante kilos ? Comment s'en étonner alors que la revue Bohemia a publié hier des photos de la flotte aérienne tout tranquillement garée sur les aéroports étasuniens sans que rien ne se passe ? Comment s'en étonner alors que nous avons reçu hier la nouvelle que José Eleuterio Pedraza5 était à Washington ? Comment s'étonner que ces choses arrivent ? Sauf que, cette fois-ci, le coup de griffe a été dur et a fait couler du sang !

C'était logique. Voilà plusieurs mois, nous avions dû visiter de nouveau des hôpitaux remplis de victimes à cause de ce raid dont l'auteur se promène toujours aux États-Unis sans que personne ne le dérange. Comment s'en étonner alors qu'une série d'actions prouve que de puissants intérêts se groupent contre notre Révolution ; alors que, voilà juste quelques jours, ils ont libéré de grandes quantités de maïs pour remplacer les mélasses de Cuba dans la fabrication d'alcool6 ; alors que, voilà quelques jours, ils ont retiré les inspecteurs qui supervisaient les fruits et légumes que nous exportions vers ce pays7 ; alors que tout le monde connaît la loi par laquelle ils veulent conditionner la souveraineté de notre pays à la menace de ne plus nous acheter du sucre ? Et alors qu'ils vont présenter ces jours-ci au Congrès une loi en vertu de laquelle le président des États-Unis se réserverait le droit de supprimer à tout moment nos contingents d'exportation de sucre, de les réduire, de ne rien acheter s'il l'estime pertinent8 ?

Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que la structure économique de notre pays est très faible. Et pourquoi est-ce qu'elle est faible ? Parce que c'est la structure que les maîtres étrangers ont donnée à notre économie : une économie de monoculture, une économie de latifundia, une économie de pays sous-développé, une économique faible à cause de la politique que les maîtres étrangers ont imposée à notre économie pendant cinquante ans. Et maintenant, tirant profit de cette dépendance dont nous voulons nous débarrasser, tirant profit de cette situation dont nous voulons nous libérer, ce qui veut dire atteindre l'indépendance économique, tirant profit, donc, de notre dépendance, ils veulent adopter des systèmes qui leur permettraient d'annuler nos droits et de soumettre notre souveraineté.

Ça veut dire que si nous faisons des lois ici, si nous prenons des mesures au bénéfice de notre peuple, ils s'arrogent le droit, eux, de le faire mourir de faim. Ça veut dire qu'utilisant les avantages économiques dont ils jouissent grâce à la politique de monoculture et de latifundia et de sous-développement qu'ils ont suivie ici, ils s'efforcent de restreindre le droit de notre peuple d'agir d'une façon indépendante et souveraine en nous menaçant de nous faire mourir de faim.

Qu'est-ce que c'est que ça, sinon un Amendement Platt9 économique ! Qu'est-ce que c'est que ça, sinon l'avertissement que si nous prenons des mesures contre les latifundia, des mesures contre les monopoles et au profit de notre peuple, ils prendront, eux, des représailles contre nous, parce que nous sommes un petit pays, à l'économie faible, et que si nous nous efforçons de fortifier notre économie, d'obtenir une économie à nous, ils nous feront mourir de faim ! Qu'est-ce que ça veut dire, sinon une tentative de fouler aux pieds la souveraineté d'un pays, une tentative de restreindre l'indépendance d'un pays ? Qu'est-ce que ça veut dire, sinon qu'un gouvernement s'arroge le droit de décider des destinées d'un pays par des mesures de représailles ? Parce que ce ne sont pas des mesures adoptées pour défendre des intérêts nationaux, pour défendre les intérêts du peuple étasunien, pour garantir ses

approvisionnements. Non ! Contrairement aux nôtres, qui sont des mesures que nous adoptons pour défendre le peuple, pour défendre des intérêts nationaux, les leurs sont des mesures de représailles. Pas des mesures pour défendre des intérêts nationaux, mais des mesures de représailles contre un autre pays ! Alors que les mesures que nous prenons, nous, sont des mesures pour défendre des intérêts nationaux et des intérêts de peuple. Aucune des mesures que nous prenons ne vise à faire mourir de faim le peuple étasunien. Les mesures que nous prenons restreignent tout au plus l'appétit vorace d'un certain nombre de monopoles étasuniens, mais nous ne restreignons pas les moyens de subsistance ni de travail du peuple étasunien. Les mesures que nous prenons visent les monopoles, visent des intérêts, non le peuple étasunien. Et les mesures qu'ils prennent, eux, ne visent pas à défendre le peuple étasunien : ce sont des représailles contre le peuple cubain !

Bien entendu, il fallait un Gouvernement révolutionnaire pour proclamer ça, il fallait un gouvernement du peuple pour le proclamer, il fallait un gouvernement qui n'a pas peur pour le proclamer, qui n'a pas peur des menaces, ni des représailles, qui n'a pas peur des manœuvres militaires. Nous pourrions nous demander : des manœuvres militaires dans les Caraïbes, pourquoi ? Des manœuvres de troupes aéroportées contre des positions occupées par des guérillas, dans quel but ? Des manœuvres de troupes aéroportées dans des opérations offensives, dans quel but ? Parce que, que je sache, les problèmes du monde vont se discuter dans des conférences au sommet, comme on les appelle ; les problèmes du monde, que je sache, ont à voir avec les projectiles téléguidés, avec la science et la technique de pointe, mais je n'ai jamais entendu dire que les problèmes de notre monde soient des problèmes de guérilla, que les problèmes de notre monde soient des problèmes, ici, dans les Caraïbes ou qu'il y ait des difficultés de caractère international dans les Caraïbes…

Que je sache, les grandes puissances ne pensent pas aujourd'hui, sur le plan militaire, en termes de guérillas. La guérilla, nous avons dû l'utiliser, nous, pour lutter contre l'armée de métier de la tyrannie, nous avons dû utiliser cette tactique contre des forces supérieures en quantités et en ressources, mais je n'ai jamais entendu dire que dans le monde contemporain les questions militaires se discutent en termes de guérilla. Donc, quand nous voyons des manœuvres de l'infanterie de marine, des manœuvres de débarquement contre des guérillas, je me demande : dans quel but, pourquoi ? Est-ce qu'ils pensent débarquer – je me pose la question – ou est-ce qu'ils pensent nous intimider ? Est-ce qu'ils veulent nous faire peur ? Est-ce qu'ils veulent nous faire comprendre que nous pouvons être envahis à n'importe quel moment ? Des porte-parole ont parlé de choses possibles, et parmi ces choses possibles, ils parlent de débarquements ici…

Qui a dit que quelqu'un pouvait débarquer ici ? Qui a dit, surtout, que quelqu'un pouvait tout tranquillement débarquer ici ? En tout cas, entre ces choses probables – et il est bon le dire en un jour pareil, parce que, nous les Cubains, nous sommes majeurs et vaccinés en matière de patriotisme, en matière de civisme pour qu'on puisse utiliser contre nous ces insinuations-là – donc, parmi ces choses possibles, on parle d'envoyer ici l'infanterie de marine… Vrai, je ne sors pas de mon étonnement quand je les entends parler de ça tout tranquillement, comme si, nous, nous comptions pour du beurre, comme si, dans ce cas, nous nous croiserions les bras, comme si nous n'allions pas résister à n'importe quel débarquement de n'importe quelle troupe qui tenterait de faire plier notre peuple !

Il est bon de le dire, de le dire une bonne fois pour toutes ici, aujourd'hui, à cet instant où nous venons déposer dans leurs tombes un nombre considérable de soldats et d'ouvriers et de citoyens qui étaient hier comme nous aujourd'hui, que nous avons croisés allez savoir combien de fois sur les lieux de travail, ou dans les meetings publics, ou dans les installations militaires, ou dans les zones d'opérations ; qui ont applaudi comme nous, allez savoir combien de fois, ou vivaient pleins des nobles rêves que la Révolution a éveillés dans chaque Cubain modeste ; à cet instant où nous venons en procession de deuil porter leurs restes dans des tombes, tranquillement, sereinement, remplissant avec dévouement un devoir douloureux, tout en sachant que demain d'autres Cubains peuvent être les victimes, comme ils l'ont été hier, eux, et comme d'autres l'ont été avant eux. Nous, les Cubains, nous avons appris à dévisager la mort sereinement, sans broncher, parce que nous avons acquis un sens de la vie réel, et c'est quand vous la considérez indigne quand vous ne vivez pas dans la liberté, quand vous ne vivez pas dans la dignité, quand vous ne vivez pas dans la justice, quand vous ne vivez pas

pour quelque chose et pour quelque chose de grand, comme ce que les Cubains vivent actuellement. Alors, ici, à cette cérémonie de deuil, devant ces morts tués par allez savoir quelles mains assassines, disons une bonne fois pour toutes qu'ici, dans ce pays-ci, nous n'avons peur d'aucune force de débarquement, que nous ne mettrons pas une seconde à attraper nos fusils et à occuper nos postes, sans broncher, sans hésiter, face à n'importe quel troupe étrangère qui débarquerait dans notre pays, que nous, autrement dit le peuple cubain, ses ouvriers, ses paysans, ses étudiants, ses femmes, ses jeunes, ses vieux, et même ses enfants, nous n'hésiterons pas à occuper nos postes tranquillement, sans broncher, sans même ciller, le jour où des forces étrangères oseraient débarquer sur nos plages, qu'elles arrivent par bateau, qu'elles arrivent en parachutes, qu'elles arrivent en avion, qu'elle arrivent comme elles arrivent et qu'elles arrivent autant qu'elles arrivent.

Il est bon de lire sans vantardise, comme des gens fermement décidés à faire ce qu'ils se promettent. Et si quelqu'un en doutait, eh bien, la journée d'hier a dû démentir jusqu'au plus pessimiste ! Quiconque a observé le peuple hier, quiconque a vu cet épisode à la fois merveilleux et dantesque, quiconque a vu comment les foules avançaient vers le feu, comment les soldats, les ouvriers, les policier, les marins, les pompiers, les miliciens avançaient vers cette zone de danger, comment ils avançaient vers cette zone de mort sans broncher, quiconque a vu ce que les Cubains ont fait hier, quiconque a vu les soldats et le peuple avancer vers le danger pour sauver les blessés, pour sauver les victimes dans un bateau en flammes, dans une zone incendiée, alors qu'on ne savait pas combien d'explosions pouvaient encore survenir, quiconque a vu ces vagues de gens soufflés par les explosions, qui sont morts non à la première explosion, mais à la deuxième, quiconque a vu le peuple se porter comme il s'est porté hier, quiconque a vu le peuple s'occuper de la circulation, quiconque a vu le peuple établir l'ordre, quiconque a vu le peuple avancer vers cette explosion qui laissait derrière elle comme un champignon qui rappelle celui des explosions nucléaires, quiconque a vu le peuple avancer vers ce champignon sans savoir ce que c'était peut être sûr qu'il s'agit d'un peuple en condition de se défendre, qu'il s'agit d'un peuple capable d'avancer même contre les champignons de bombes nucléaires !

Et c'est arrivé hier. Ça ne sort pas de l'imagination, c'est une réalité que tout le peuple a pu voir, c'est une réalité que nous avons dû payer au prix de dizaines de vies précieuses, d'hommes qui sont tombés quand ils allaient sauver leurs compagnons, qui ont donné leur vie tranquillement et sereinement pour sauver la vie de ceux qui étaient emprisonnés dans la ferraille tordue de ce bateau ou parmi les décombres des édifices, de pompiers qui avançaient sans tituber pour éteindre des structures bourrées d'explosifs. Quiconque a vu des scènes comme celles d'hier, quiconque a vu un peuple aussi digne et aussi viril, aussi généreux et aussi honnête que le nôtre, sait qu'il se défendra contre n'importe quelle agression.

Espérons que ceux qui, faute de bon sens, osent envisager une invasion de notre sol comprennent la monstruosité de leur erreur, parce que ça nous épargnerait beaucoup de sacrifices. Mais si ça arrivait par malheur, mais surtout par malheur pour ceux qui nous attaqueraient, qu'ils n'aient aucun doute qu'ici, sur cette terre qui s'appelle Cuba, ici, au milieu de ce peuple qui s'appelle cubain, ils devront lutter contre nous tant qu'il nous restera une goutte de sang, ils devront lutter contre nous tant qu'il nous restera un atome de vie. Nous n'attaquerons jamais personne, nous, personne ne doit jamais rien craindre de nous, mais quiconque veut nous attaquer doit savoir sans aucun doute qu'avec les Cubains d'aujourd'hui, car nous ne sommes plus en 1898 ou en 1899, car nous ne sommes plus au début du siècle, car nous ne sommes plus dans les années 10 ou 20 ou 30, qu'avec les Cubains de cette décennie-ci, qu'avec les Cubains de cette génération-ci, qu'avec les Cubains de cette époque-ci – pas parce que nous sommes meilleurs, mais parce que nous avons eu la chance de voir plus clair, parce que nous avons eu la chance de recevoir l'exemple et la leçon de l'histoire, une leçon qui a coûté tant de sacrifices à nos ancêtres, une leçon qui a coûté tant d'humiliation et tant de douleur aux générations passées – quiconque nous attaque, donc, doit savoir que notre génération se battra jusqu'à la dernière goutte de son sang, avec les fusils que nous aurons, avec les fusils que nous achèterons à celui qui nous les vendra, tout simplement, avec les balles et les armes que nous achèterons là où il nous plaira et avec les armes que nous saurons arracher aux ennemis au cours de la bataille.

Et sans broncher devant les menaces, sans broncher devant les manœuvres, rappelons-nous qu'un jour

nous n'avons été que douze10 et que, comparé à la force de la tyrannie, la nôtre était si petite et si insignifiante que personne n'aurait pu croire possible de résister. Et pourtant nous avons cru, nous, qu'il était possible de le faire, tout comme nous croyons qu'il est possible aujourd'hui de résister à n'importe quelle agression. Et pas seulement de résister : de vaincre ! Car nous n'aurions pas d'autre alternative maintenant que celle avec laquelle nous avons lancé la lutte révolutionnaire : la liberté ou la mort ! Sauf que, maintenant, liberté veut dire quelque chose de plus, liberté veut dire : patrie. Et notre alternative serait donc : la patrie ou la mort !

Ainsi donc, en un jour pareil, de deuil et de tragédie, douloureux pour le peuple, douloureux pour le gouvernement, douloureux pour les familles des ouvriers, des soldats, des citoyens qui sont tombés, en un moment pareil, en un moment aussi important, il est bon de préciser les choses, de dire que nous sommes disposés à résister, et pas seulement du point de vue militaire. Ils croient peut-être que nous sommes assez courageux pour mourir, mais pas pour résister aux privations. Eh ! bien, les hommes ont du courage pour résister même à des privations inimaginables.

Si ces hommes qui ont lancé la lutte dans les montagnes n'avaient pas eu le courage de résister aux privations, ils auraient été vaincus. Et pourtant ils ont eu la décision de résister aux privations. Ce sont les hommes faibles qui n'ont pas la décision de résister aux privations ; ce sont les hommes ou les femmes fortes qui en sont capables. Et un peuple qui a assez de courage de faire n'importe quel sacrifice au combat doit avoir aussi le courage de résister à n'importe quelle privation. Parce qu'ils se trompent à nouveau quand ils croient qu'ils vont nous vaincre à coups de représailles économiques : il vaut mieux avoir faim en étant libre que vivre esclaves dans l'opulence; il vaut mieux être pauvres, mais libres, même si ça nous coûte beaucoup et même s'il est long, le chemin du développement de nos richesses – et un jour nous atteindrons cet objectif –il vaut donc mieux être pauvres mais libres que riches mais esclaves, d'autant plus qu'ici, avant, nous étions esclaves et pauvres, et que, pour le moins, aujourd'hui, nous sommes pauvres mais libres. Et un jour nous serons libres et, en plus, riches.

On ne nous achète pas, nous, à coups d'avantages économiques, à plus forte raison quand ces avantages économiques, personne ne les a jamais vus nulle part ! Ici, ce que tout le monde a vu, c'est la misère, l'injustice, l'exploitation. Car c'est ainsi qu'on appelle les centaines de milliers d'enfants qui n'allaient pas à l'école ; car c'est ainsi qu'on appelle les misérables taudis ; car c'est ainsi qu'on appelle les mois de morte-saison ; car c'est ainsi qu'on appelle le chômage ; car c'est ainsi qu'on appelle l'agonie où nous vivions. Et Cuba, notre peuple, tout ce qu'il a fait, c'est lutter contre ces maux, c'est s'efforcer d'éliminer ces maux ; tout ce que nous avons fait, c'est réclamer ce qui est à nous ; tout ce que nous avons fait, c'est défendre ce qui est à nous et les nôtres. Et c'est là, aux yeux de la ploutocratie internationale, la faute que Cuba a commise : défendre ce qui est à elle, défendre les siens, face à l'exploitation, face à la colonisation. Et c'est la raison pour laquelle les avions arrivent, la raison de l'insolence toujours plus impudente des criminels que protège cette ploutocratie. C'est la raison pour laquelle, alors que les bateaux n'explosent nulle part dans le monde, alors que les avions ne bombardent nulle part dans le monde, dans notre patrie nos ouvriers sont menacés en plein travail par un bombe de cinquante kilos ou sont menacés en plein travail par une explosion apocalyptique !

Voilà la raison de la haine de la puissante oligarchie qui nous combat; voilà la raison de la conjuration contre notre patrie. Nous le comprenons bien. Et il faut que nous sachions comprendre nos problèmes, il faut que nous sachions comprendre ces vérités, et il faut le dire, tout comme il faut que ces intérêts et ces comploteurs sachent à quoi s'en tenir et sachent qu'il n'est pas question de faire des plans à l'étranger sur les problèmes de notre pays ou sur les solutions ou sur les contre-révolutions, car, pour faire des plans au sujet de notre pays, il faut tout d'abord nous prendre en compte, nous, et s'ils nous ne nous prennent pas en compte parce qu'ils croient que nous n'existons pas, eh ! bien, qu'ils s'en tiennent aux conséquences !

Nous sommes venus conclure une journée des plus tristes, mais aussi des plus résolues de notre patrie, et des plus symboliques. Qui allait nous dire, voilà à peine quatorze mois, quand nous parcourions ces rues-ci avec les soldats rebelles venus de l'Est de notre pays, au milieu de l'allégresse débordante de ce peuple11, que nous devrions aujourd'hui les parcourir au milieu de la tristesse et de la douleur de ce

même peuple pour donner une sépulture, en même temps qu'à un groupe d'ouvriers, à un groupe de ces soldats qui sont passés par ici portant les drapeaux de la libération nationale ? Qui allait nous dire que les assassins de tant de milliers de Cubains et leurs complices nous obligeraient une fois de plus – et qui sait combien de fois encore ? – à venir pleurer sur les tombes de nouvelles victimes, de nouveaux citoyens tués par ces mêmes criminels et par ces mêmes alliés ? Vérité amère, mais vraie. Et nous remplissons ici ce devoir douloureux, et nous le remplirons autant de fois qu'il le faudra. Nous le remplirons un jour comme cortège et un autre jour comme cercueil s'il le faut. Nous saurons le remplir, parce que derrière ceux qui tombent, il en arrive d'autres, parce que derrière ceux qui tombent, il y en a d'autres qui restent debout !

Les pertes ont été élevées durant ces quatorze mois : des compagnons chers et inoubliables qui ne sont plus parmi nous qui marchons derrière les cercueils ; des compagnons qui ont disparu de nos rangs dans l'exercice de leur devoir… Et pourtant les rangs continuent de marcher, le peuple reste debout, et c'est ça qui importe ! Et quel spectacle imposant que celui d'un peuple debout, quel spectacle merveilleux et impressionnant que celui d'un peuple debout, quel spectacle que celui d'aujourd'hui ! Et de voir marcher ensemble ceux que personne n'aurait rêvé, voilà quelques années, de voir marcher ensemble ! Les milices ouvrières coude à coude avec les brigades universitaires, coude à coude avec les soldats de l'Armée rebelle, coude à coude avec les membres de la marine et de la police, coude à coude avec une colonne de paysans portant leurs chapeaux mambis, en rangs martiaux et compacts, fusils à l'épaule, des paysans des montagnes qui nous accompagnent aujourd'hui en cette minute de douleur, pour que tout le monde soit représenté, pour que, là où se mêlaient ministres et citoyens, la nation entière se réunisse dans ce qu'elle a de généreux, de combatif et d'héroïque.

Qui aurait pu rêver qu'un jour les militaires et les ouvriers ne seraient plus des ennemis, qu'un jour les militaires et les ouvriers et les étudiants et les paysans et le peuple ne seraient plus des ennemis, qu'un jour les intellectuels marcheraient bras dessus bras dessous avec les hommes en armes, qu'un jour la pensée, la force de travail et le fusil marcheraient ensemble comme ils ont marché aujourd'hui !

Avant, ils marchaient séparés ; avant ils étaient ennemis ; avant, la patrie était faite d'intérêts distincts, de groupes distincts, d'institutions distinctes, et aujourd'hui la patrie est un seul sentiment, la patrie est une seule force, la patrie est un seul groupe. Aujourd'hui, paysans et soldats ne meurent pas en se combattant, ou étudiants et policiers, peuple et forces armées ; aujourd'hui, nous surgissons tous du même souhait et de la même aspiration ; peuple et militaire ne font qu'un. Avant, ils combattaient entre eux, aujourd'hui ils combattent ensemble ; avant, ils marchaient sur des chemins différents, aujourd'hui ils marchent ensemble ; aujourd'hui ouvriers et soldats luttent ensemble, aujourd'hui ils meurent ensemble, s'entraidant les uns les autres, les uns donnant leur vie pour sauver les autres, comme des frères.

Voilà pourquoi j'ai vu aujourd'hui notre patrie plus forte que jamais, j'ai vu aujourd'hui notre Révolution plus solide et plus invincible que jamais, notre peuple plus vaillant et plus héroïque que jamais. Aujourd'hui, c'était comme si dans ce sang, qui était du sang de soldats et d'ouvriers, du sang d'ouvriers cubains et d'ouvriers français… Des ouvriers français qui, remplissant leur devoir, sont morts eux aussi en transportant ces marchandises qui serviraient à défendre notre souveraineté, et que nous n'avons pas oubliés au moment d'aider les nôtres ; au moment d'aider les familles des Cubains qui sont tombés, nous n'avons pas oublié ces ouvriers de France qui sont morts dans ce sabotage causé par des mains assassines, des mains ennemies des ouvriers ici et partout dans le monde, dans ce sabotage qui, hier, a mêlé le sang de la France, de ce pays où la première grande révolution de l'histoire moderne a poussé ces cris de liberté que nous connaissons, au nôtre, qui a mêlé le sang d'ouvriers français et le sang d'ouvriers cubains, tels des frères12. Et nous, qui voyons en eux des frères, nous avons aidé avec autant de générosité leurs familles, parce qu'ils ont aussi des femmes et des mères et des enfants, car cela constituait pour nous, pour un peuple aussi généreux que le nôtre, un geste de cette solidarité élémentaire que nous éprouvons tous envers les autres peuples du monde.

Aujourd'hui, comme je l'ai dit, j'ai vu notre patrie plus glorieuse et plus héroïque, notre peuple plus admirable, et digne qu'on l'admire comme on admire une colonne qui rentre du combat, digne qu'on

s'identifie et qu'on se solidarise avec lui, tout comme les hommes d'une armée se solidarisent entre eux après la bataille.

Ce qui importe, ce ne sont pas les vides dans nos rangs ; ce qui importe, c'est l'état d'âme de ceux qui restent debout. Ce n'est pas une fois, mais bien des fois, que nous avons eu des vides dans les rangs de notre armée, des vides douloureux, tout comme nous en voyons aujourd'hui dans les rangs du peuple, mais ce qui importe surtout, c'est la dignité du peuple qui se tient debout.

En faisant nos adieux à ceux qui sont tombés aujourd'hui, à ces soldats et à ces ouvriers, il ne me vient à l'esprit que l'idée qui symbolise cette lutte et qui symbolise ce qu'est notre peuple aujourd'hui : Reposez ensemble en paix ! Ouvriers et soldats ensemble, ensemble dans vos tombes de la même manière que vous avez lutté ensemble, de la même manière que vous êtes morts, et tout comme nous sommes prêts, nous, à mourir ensemble !

Et en leur disant adieu au seuil du cimetière, une promesse qui, plus qu'une promesse d'aujourd'hui, est une promesse d'hier et de toujours : Cuba ne flanchera pas, Cuba ne reculera pas ; la Révolution ne s'arrêtera pas ; la Révolution ne reculera pas : la Révolution ira de l'avant, victorieuse ; la Révolution poursuivra sa marche, inébranlable !

Voilà la promesse que nous faisons, non pas à ceux qui sont morts, parce que mourir pour la patrie c'est vivre13, mais aux compagnons dont nous garderons le souvenir comme de quelque chose à nous ; pas dans le souvenir ou dans le cœur de quelqu'un ou de quelques-uns, mais dans le seul souvenir indélébile : le souvenir ancré dans le cœur d'un peuple14.

1 Dans la nuit du 15 février 1898, le cuirassé étasunien Maine, ancré dans la baie de La Havane depuis trois semaines, explose. Bilan : 266 victimes. Encore de nos jours, les faits sont loin d'être éclaircis : une commission d'enquête espagnole conclut que l'explosion avait été intérieure, mais une autre, étasunienne, jugea qu'elle provenait d'un agent extérieur. Que faisait donc un cuirassé étasunien dans ces parages ? Toujours pour le prétexte éculé : protéger les vies et les biens des ressortissants étasuniens face aux émeutes provoqués par les intégristes opposés au régime autonomiste, et « envoyer un signal » clairement belliciste à l'adresse de l'Espagne. Le 11 avril 1898, le président McKinley, expliquant les conclusions de la commission d'enquête étasunienne sur l'explosion du Maine, demanda au Congrès l'autorisation d'adopter les mesures pertinentes qui aboutiraient à « mettre totalement fin aux hostilités entre le gouvernement espagnol et le peuple cubain ». Au terme de plusieurs jours de discussions et de lobbying, les deux Chambres adoptèrent le 20 avril 1898, une Joint Resolution qui infléchit quelque peu la politique que pourrait mener McKinley et l'empêcha de trop agir à sa guise, reconnaissant « Que le peuple de l'île de Cuba est, et devrait être de droit, libre et indépendant », et lui permettent de déclarer la guerre à l'Espagne, ce qu'il fit le 25 avril 1898.

2 Fidel fait ici allusion à l'usine de traitement de nickel propriété du gouvernement étasunien installée à Nicaro, dans l'Est de l'île, et confiée à la Nickel Processing Co., filiale de la Freeport Sulphur, et toujours aux mains de ses propriétaires à l'époque.

3 « Le 18 février 1960, à neuf heures du matin, un avion Comanche-250 explose au moment où il se lance en piqué sur la sucrerie España, dans la province de Matanzas, vraisemblablement en raison d'un défaut de la bombe qu'il transportait. L'un des deux pilotes ayant conservé ses papiers sur lui, on peut connaître son nom : Robert Ellis Frost. L'avion a décollé de l'aérodrome de Tamiami, en Floride. Le soir même, tentant de parer au plus pressé, Eisenhower édicte un décret qui autorise le département de la Justice à saisir tout chargement d'armes ou de munitions, ainsi que les avions ou les bateaux qui les transporteraient, car "il est illégal qu'une personne fasse sciemment partie d'une expédition militaire ou navale ou d'une quelconque entreprise contre un gouvernement avec lequel ce pays est en paix". Le lendemain, l'administration admet officiellement que l'avion de Frost est bien parti de la Floride et présente ses "excuses sincères devant le fait qu'il soit parvenu à déjouer la surveillance des patrouilles renforcées sur les aéroports". Ce qui n'empêche pas les raids-pirates de se poursuivre avec autant de régularité. Dans la nuit du 18 au 19, un autre avion a lancé une bombe incendiaire sur les cannaies de

Cifuentes. […] Le lundi 22 février, un B-25 piloté par par Manuel Calixto Rojas et Evelio Alpízar bombarde des cannaies dans la province de Las Villas. Le 23 février, des cannaies des sucreries Washington, Ulacia (Las Villas) et Araujo (Matanzas) sont incendiées par différentes avionnettes, tandis qu'une école et des chaumières paysannes sont détruites. On enregistre de nouveaux raids aériens les 23, 25, 28 et 29 février, puis le 3 mars. » (Jacques-François Bonaldi, L'Empire U.S. contre Cuba. Du mépris au respect, Paris, 1988-1989, L'Harmattan, t. I, pp. 279-280.)

4 « Le dimanche 21 février, à cinq heures du matin, un B-25 survole Cojímar et Regla, près de la capitale, laissant tomber plusieurs bombes de cent livres sans atteindre sa cible. Or, Regla est le siège de la raffinerie de la Standard Oil, et Cojímar le lieu de résidence de Castro ! Quelques jours plus tard, des reporters de Bohemia photographient l'avion sur l'aéroport de West Palm Beach. Les pilotes sont un Nord-Américain, Bob Spinning, et un Cubano-Anglais, Eduardo Whitehouse, ex-directeur de l'aviation civile sous Batista. » (Ibid.)

5 José Eleuterio Pedraza, général associé de longue date à Fulgencio Batista, s'enfuit avec lui en République dominicaine dans la nuit du 31 décembre 1958 au 1er janvier 1959, avec de longs états de service en matière de répression et de sévices. La veille, il avait été autorisé à entrer aux États-Unis. Cuba demandera en vain son extradition.

6 « Le 27 février, le département de l'Agriculture autorise la Commodity Credit Corporation à vendre 8 800 500 hectolitres de maïs excédentaires à destination de la production industrielle d'alcool à un prix inférieur au minimum légal, cette mesure déplaçant 4 millions d'hectolitres de mélasse que l'Institut cubain de stabilisation du sucre allait vendre au principal fabricant nord-américain d'alcool et impliquant pour Cuba un manque à gagner de l'ordre de 12 à 15 millions de dollars. » (Id., p. 281.)

7 « …le département de l'Agriculture ordonne le retrait des inspecteurs situés en ports cubains et chargés depuis cinq ans d'examiner si les produits exportés (fruits et légumes) répondent aux normes en vigueur sur le marché des États-Unis, ce qui évite leur renvoi à l'arrivée et donc les pertes induites, et il interdit de plus l'entrée des mangues cubaines par West Palm Beach, leur port d'accès traditionnel. » (Id., p. 281.)

8 « Le 17 février « devant la Chambre, Herter [le secrétaire d'État] a rappelé le projet de l'administration de modifier le système de contingentement, même si cela doit soulever des problèmes intérieurs. Le lendemain, devant le Club national de la presse, il réitère la politique de non-ingérence et de non-agression économique, mais se contredit en affirmant que "la question des représailles économiques doit être envisagée dans un cadre plus vaste formé de nombreux facteurs interdépendants", afin qu'aucun action entreprise ne provoque des problèmes plus graves que ceux qu'elle serait appelée à régler. […] Fulbright [président de la commission des affaires étrangères du Sénat] indique par ailleurs qu'un projet de loi est en cours d'examen qui permettrait aux négociateurs de réduire ou de supprimer la "subvention" que les États-Unis paient pour le sucre cubain. Il s'agirait de donner ces facultés au président Eisenhower… l'administration demandant… une prorogation sur quatre ans [la loi sucrière] mais assortie de pouvoirs discrétionnaires pour le président. » (Id., pp. 277-278.)

On apprend le 2 mars que « le président Eisenhower soumettra sous peu au Congrès un projet de loi diminuant les contingents de Cuba de 192 000 tonnes et l'autorisant à réduire ceux de n'importe quel pays étranger "au nom de l'intérêt national". »

9 Amendement Platt : « Quand, en juillet 1900, le gouverneur militaire Leonard Wood convoque une Assemblée constituante, il en limite strictement les attributions à la rédaction d'une Constitution qui devra d'ailleurs définir nommément le « genre de relations » devant exister par accord entre les deux gouvernements, quelque chose d'absolument insolite et inouï sur le strict plan du droit international, mais tel est le prix à payer pour l'évacuation des troupes d'occupation et l'accession de l'île à une indépendance qui, les Cubains s'en rendent compte, va être d'entrée tout à fait formelle et sera à la mesure du bon plaisir des États-Unis, peu disposés à laisser échapper la proie pour l'ombre, autrement dit à abandonner l'île sans que celle-ci, par le biais de ses représentants, accepte de se transformer en

protectorat. Les termes du marché sont clairs : tant que les conventionnels ne viendront pas à résipiscence et ne passeront pas sous les fourches caudines, l'occupation militaire se maintiendra. / Le secrétaire à la Guerre, Elihu Root, fera d'ailleurs parvenir à Wood, le 9 février 1901, toutes les indications pertinentes quant aux intentions de l'administration étasunienne, lui rappelant entre autres points, outre la politique traditionnellement suivie par les États-Unis, le message de McKinley du 5 décembre 1899 : "La Cuba nouvelle qui doit surgir des cendres du passé doit être nécessairement liée à nous par des liens d'une intimité et d'une force toute spéciales si elle veut assurer son bien-être durable. Que ces liens soient organiques ou conventionnels, le fait est que l'avenir de Cuba, légitime en quelque sorte, est irrévocablement uni au nôtre." / Puis Root signifie la volonté de l'administration : le gouvernement cubain ne pourra signer sans l'assentiment des États-Unis aucun traité qui engage l'indépendance de l'île ou qui octroie des privilèges spéciaux à un pays tiers, ni ne pourra contracter de dettes supérieures à ses capacités de paiement ; quant aux États-Unis, ils se réserveront le droit d'intervenir dans l'île pour protéger son indépendance ou pour maintenir la stabilité et l'ordre, le gouvernement cubain devant leur reconnaître en ce sens différentes bases navales et considérer aussi comme légitimes toutes les actions du gouvernement militaire. / Les conventionnels ont beau protester, le gouvernement étasunien n'en démord pas : ou c'est l'acceptation de ces conditions – lesquelles prendront la forme d'un amendement présenté le 26 février 1901 par le sénateur Orville H. Platt "au projet de la Chambre 14017 qui fixe les crédits pour le maintien de l'armée durant l'année fiscale venant à terme le 20 juin 1902" et reprenant presque mot pour mot le message de Root à Wood – ou c'est le maintien de l'occupation militaire et le renvoi de l'indépendance aux calendes grecques. L'amendement passe au Congrès des États-Unis, non sans une forte opposition, puis est sanctionné par McKinley le 2 mars 1901. Les conventionnels cubains sont mis au pied du mur ! / Les conditions imposées par l'administration étasunienne entrent tellement en contradiction avec les présupposés de la Joint Resolution que les conventionnels ont du mal à croire qu'on puisse leur demander de les ratifier. C'est se méprendre sur les visées des États-Unis ! Wood informe donc la Convention, le 7 mars 1901, que l'amendement étant devenu une loi des États-Unis, il n'y a pas à revenir là-dessus et que le président « est autorisé à laisser le gouvernement et le contrôle de l'île à son peuple à peine un gouvernement y aura-t-il été établi sous une Constitution dans laquelle, en tant que partie de celle-ci ou en appendice, seront définies les relations futures entre Cuba et les États-Unis". / « Les conventionnels auront beau dire, discuter, dépêcher une délégation à Washington, proposer des rectifications, rien n'y fait : l'amendement Platt pend comme une épée de Damoclès au-dessus du berceau de la jeune république. L'agonie des conventionnels dure trois longs mois, tandis que des manifestations se déroulent dans toute l'île contre l'amendement Platt (15 000 personnes défilent à La Havane le 2 mars 1901). Un moment, ils pensent avoir trouvé une échappatoire au terrible dilemme : ils votent par 15 voix contre 14, le 28 mai 1901, un rapport de la commission spéciale chargée d'analyser l'amendement et l'acceptant, tout en l'assortissant d'une série de commentaires, puis ils l'approuvent définitivement, après révision de style, le 5 juin. La manœuvre fait long feu. Trois jours plus tard, le 8, Leonard Wood les informe que leur manière de faire n'est pas la bonne pour son gouvernement : l'amendement Platt doit faire partie intégrante de la Constitution cubaine. / « C'est bel et bien l'ultimatum. L'administration étasunienne a mis au point les instruments du protectorat et elle tient à les voir dûment appliqués, avec le consentement même des victimes ! Celles-ci doivent obtempérer et voter l'amendement Platt tel quel le 12 juin 1901, par 16 voix contre 11, l'ajoutant en appendice de la Constitution. (Jacques-François Bonaldi, op. cit., t. I, pp. 11-13.)

10 Après avoir débarqué du yacht Granma le 2 décembre 1956 dans la province d'Oriente, les quatre-vingt-deux expéditionnaires sont attaqués par l'aviation de Batista à Alegría de Pío ; beaucoup sont tués sur-le-champ ou ensuite par les soldats après avoir été faits prisonniers, et seul un petit nombre parvient à se regrouper pour gagner la Sierra Maestra et lancer la guerre de guérilla.

11 Fidel évoque l'arrivée à La Havane, le 8 janvier 1959, de la « Caravane de la victoire » qui provenait de Santiago de Cuba et avait traversé toute l'île après la fuite de Batista dans la nuit du 31 décembre 1958 au 1er janvier 1959.

12 Six marins français perdirent la vie dans l'explosion du La Coubre : l'officier François Artola, le pilote Jean Buron, et les marins Lucien Aloi, André Picard, Jean Gendron et Alain Moura. Les vingt-deux

survivants furent rapatriés par bateau. L'explosion fit 101 morts, plus de deux cents blessés et des dizaines de disparus ; les pertes matérielles furent évaluées à dix-sept millions de dollars.

13 « Morir por la patria es vivir » constitue un des vers de l'hymne national cubain.

14 À ce jour, la CIA a refusé systématiquement de rendre public le moindre document concernant l'explosion de La Havane, malgré les demandes légales de différentes ONG étasuniennes. Mais le plus curieux est que le dossier nº 22091 de la Fondation chargée de conserver les archives de la Compagnie générale transatlantique et contenant l'enquête directement menée par la Compagnie et par les assureurs sur l'explosion a été classé « confidentiel » pour une période de… cent cinquante ans !

Le La Coubre, lancé en 1948, naviguait depuis 1951 entre la France, les Antilles, l'Amérique centrale et les Etats-Unis. Le 22 août 1960, il fut remorqué par un remorqueur hollandais de La Havane à Rouen, où les Chantiers de Normandie le réparèrent, et il reprit du service le 1er avril 1961. Il navigua ensuite sous plusieurs noms pour être finalement vendu à la ferraille, fin 1979, à une société espagnole de Gandia (Valence) qui le démolit.

Version sténographique des bureaux du Premier Ministre

Source URL: http://www.fidelcastro.cu/fr/discursos/discours-prononce-aux-funerailles-solennelles-des-victimes-su-sabotage-du-cargo-la-coubre?width=600&height=600

Liens
[1] http://www.fidelcastro.cu/fr/discursos/discours-prononce-aux-funerailles-solennelles-des-victimes-su-sabotage-du-cargo-la-coubre